



**Arrêté DIDD-2022-n°113**

modifiant l'autorisation d'exploiter accordée à la société Sablières de la Cornuaille pour sa carrière située au lieu-dit « La Babinière » à La Cornuaille sur le territoire de la commune de Val-d'Erdre-Auxence

**Le Préfet de Maine-et-Loire**

Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le titre Ier du livre V du code de l'environnement, et notamment son article R.516-1 ;

**VU** le décret 2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique 2515) ;

**VU** le décret 2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique 2517) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 fixant le mode de calcul du montant des garanties financières ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le schéma régional des carrières approuvé par arrêté préfectoral le 6 janvier 2021 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une carrière de sables pliocènes et ses installations connexes D3-2007 n° 243 du 2 mai 2007 pour une durée de 25 ans (emprise de 78 ha 03 a 27 ca ; production maximum de 450 000 t/an) au bénéfice de la société Sablières de la Cornuaille au lieu-dit « La Babinière » à La Cornuaille sur le territoire de la commune de Val-d'Erdre-Auxence ;

**VU** l'arrêté préfectoral SG/MPCC n°2021-059 du 7 septembre 2021 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, Secrétaire générale de la préfecture ;

**VU** le courrier du 29 novembre 2021 de la société Sablières de la Cornuaille sollicitant Monsieur le préfet, au titre du bénéfice des droits acquis, la régularisation de la situation administrative de ses installations de lavage/criblage (rubrique 2515) et station de transit de matériaux minéraux (rubrique 2517) ;

**VU** la demande de modification de l'autorisation environnementale portée à la connaissance du préfet, le 26 janvier 2022, par la société Sablières de la Cornuaille, dont le siège social est situé à « Le Grand Patis » – 44850 – Saint-Mars-du-Désert ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1<sup>er</sup> avril 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de modification de phasage d'exploitation sollicitée par la société Sablières de la Cornuaille ne fait pas apparaître d'impacts négatifs nouveaux sur l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la modification sollicitée n'est pas substantielle au sens des articles R.181-46-I et L.181-14 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que cette modification sollicitée nécessite toutefois des modifications de l'autorisation existante pour pouvoir être mises en œuvre ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de modifier ou compléter l'arrêté préfectoral D3-2007 n° 243 du 2 mai 2007 pour prendre en compte la demande de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositions prises dans l'arrêté préfectoral D3-2007 n° 243 du 2 mai 2007 et celles prescrites dans le présent arrêté préfectoral complémentaire, sont de nature à préserver les dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature limitée de la modification et de ses effets sur l'environnement permet au préfet de Maine-et-Loire de prendre un arrêté sans qu'il ne soit nécessaire de solliciter l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dite des « carrières » de Maine-et-Loire, comme le permet l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la société Sablières de la Cornuaille a justifié ses capacités techniques et financières et que des garanties financières seront constituées dès la notification du présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** l'absence d'observation de la société Sablières de la Cornuaille sur le projet d'arrêté préfectoral porté à sa connaissance le 11 avril 2022 ;

Sur la proposition de la Secrétaire générale de la préfecture du Maine-et-Loire ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 OBJET**

Les prescriptions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une carrière de sables pliocènes D3-2007 n° 243 du 2 mai 2007 autorisant la société Sablières de la Cornuaille, dont le siège social est situé « Le Grand Patis » – 44850 – Saint-Mars-du-Désert, à exploiter la carrière située au lieu-dit « La Babinière » à La

Cornuaille sur le territoire de la commune de Val-d'Erdre-Auxence sont modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

## ARTICLE 2 GARANTIES FINANCIÈRES

Les montants TTC des garanties financières prévus à l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral D3-2007 n° 243 du 2 mai 2007 sont remplacés par les montants suivants (définis avec comme référence l'indice TP01 de juillet 2021 égal à 115,9) :

- 558 406 € pour la fin de la troisième période quinquennale ;
- 385 820 € pour la quatrième période quinquennale ;
- 276 769 € pour la cinquième période quinquennale ;

Dans les quinze jours suivants la réception du présent arrêté, l'exploitant transmet l'acte de cautionnement relatif aux garanties financières, actualisé avec le dernier indice TP01 en vigueur et conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières. Les détails du calcul sont communiqués simultanément (emprises considérées et plan associé, indice TP01).

## ARTICLE 3 NATURE DES INSTALLATIONS

-L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral D3-2007 n° 243 du 2 mai 2007 est remplacé par :

Les installations classées pour protection de l'environnement au sein du site relèvent désormais des régimes de l'autorisation et de l'enregistrement au titre des rubriques indiquées dans les tableaux ci-dessous :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
2510.1	1-exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux	Emprise de l'ordre de 78 ha Production annuelle : - maximum : 450 000 t - moyenne : 300 000 t	A
2515.1.a	1- Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) Supérieure à 200 kW	Puissance installée : 1 000 kW	E
2517.1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup>	Surface de l'aire de transit : 11 000 m <sup>2</sup>	E

(A) : Autorisation ;  
(E) : Enregistrement ;

## ARTICLE 4 PHASAGE D'EXPLOITATION

Les plans de phasage annexés à l'arrêté préfectoral D3-2007 n° 243 du 2 mai 2007 visés aux articles 1.3.1, 2.4.5.1 et 2.5.1 sont remplacés par les plans de phasage annexés au présent arrêté.

## **ARTICLE 5 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLIQUABLES**

L'article 1.8.1 de l'arrêté préfectoral D3-2007 n° 243 du 2 mai 2007 est remplacé par le texte suivant :

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 du Ministre de l'Environnement relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées ;
- L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- L'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- L'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- L'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- L'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- L'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- L'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

## **ARTICLE 6 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nantes :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **ARTICLE 7 PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté est notifiée à la société Sablières de la Cornuaille. Une copie est déposée aux archives de la mairie de Val-d'Erdre-Auxence et affichée à la porte de cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par la maire concernée, et transmis à la préfecture.

Le texte complet peut être consulté sur le site des services de l'État dans le Maine-et-Loire et à la mairie de Val-d'Erdre-Auxence.

## **ARTICLE 8 EXÉCUTION**

La Secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire, le Directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au Maire de Val-d'Erdre-Auxence et à la société Sablières de la Cornuaille.

Fait à Angers, le 2 mai 2022

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire générale de la Préfecture,



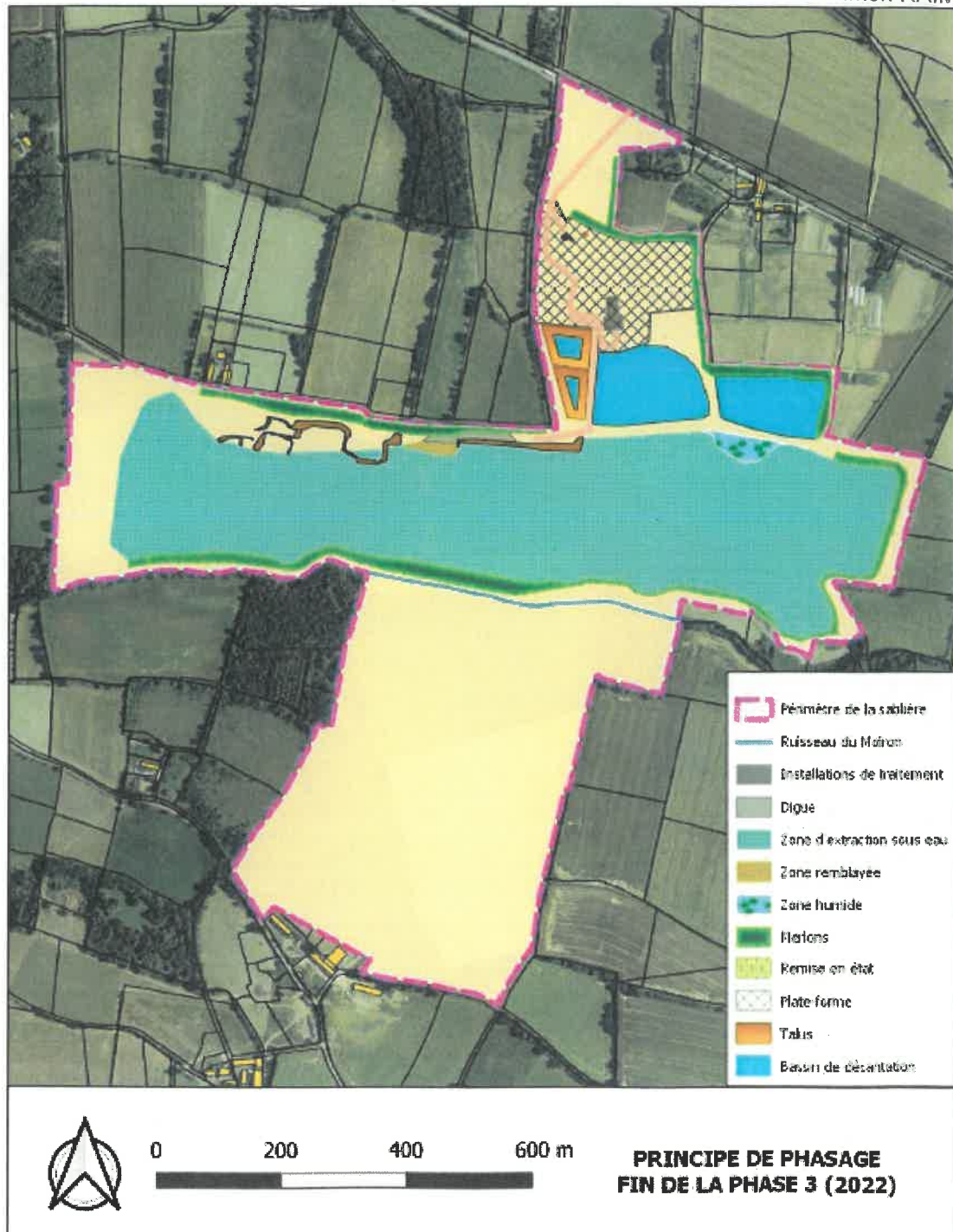
Magali DAVERTON

## PLANS DE PHASAGE

Vu pour être annexé  
à l'arrêté préfectoral DIDD-2022-n°113  
en date du 2 mai 2022  
ANGERS, le 2 mai 2022

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
l'adjoint au chef du bureau

Simon RAIMBAULT

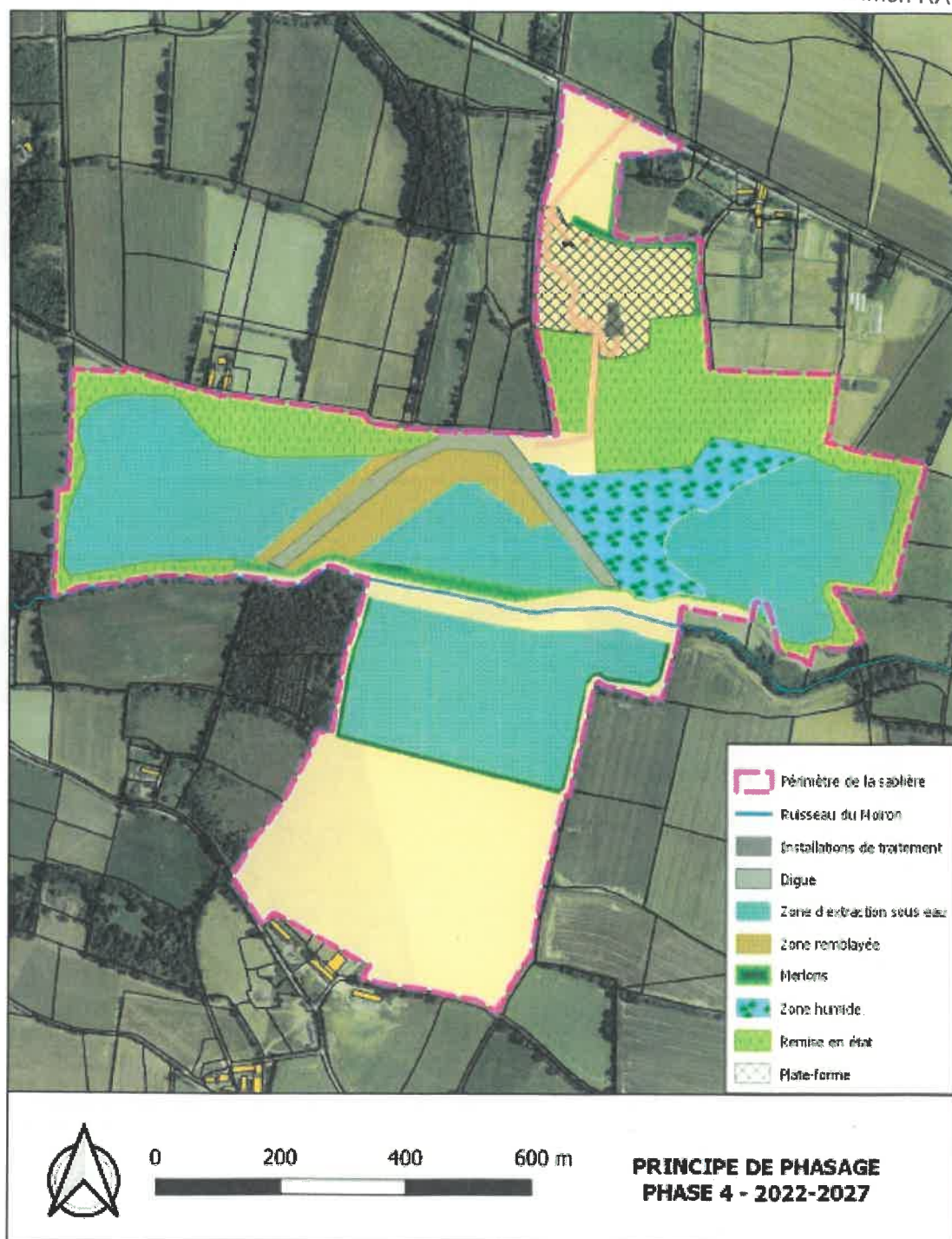




Vu pour être annexé  
à l'arrêté préfectoral DIDD-2022-n°113  
en date du 2 mai 2022  
ANGERS, le 2 mai 2022

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
l'adjoint au chef du bureau

Simon RAIMBAULT



Vu pour être annexé  
à l'arrêté préfectoral DIDD-2022-n°113  
en date du 2 mai 2022  
ANGERS, le 2 mai 2022

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
l'adjoint au chef du bureau

Simon RAIMBAULT

